

« Réduire les dépenses sociales entraînerait une hausse des inégalités et de la pauvreté en France »

Dans cette chronique, le chercheur au CNRS Thibault Gajdos explique pourquoi établir un lien entre l'emploi et la lutte contre la pauvreté et les inégalités relève de la pure fiction.

LE MONDE | 07.06.2018 à 10h30 | Par Thibault Gajdos (Chercheur au CNRS)

Tendances France. Le premier ministre a brillamment conclu le concours des idées reçues sur les dépenses sociales lancé par le gouvernement, en déclarant, le 30 mai : « *Nous ne sommes pas au niveau de service et d'efficacité que les Français sont en droit d'attendre. Près de neuf millions de personnes pauvres, et un enfant sur cinq vivant dans une famille pauvre. Tout cela alors même que nous sommes le pays d'Europe qui a le plus haut niveau de dépenses sociales.* »

EN FRANCE, LES DÉPENSES SOCIALES PAR HABITANT NOUS PLACE À UN NIVEAU PROCHE DE L'ALLEMAGNE

La France est-elle le pays d'Europe qui a le plus haut niveau de dépenses sociales ? Oui, si l'on regarde la proportion du produit intérieur brut (PIB) consacrée aux dépenses sociales : la France a consacré, en 2015, 34,2 % de son PIB à la protection sociale, contre, par exemple, 29 % pour l'Allemagne. Mais cet indicateur est mécaniquement d'autant plus grand que le PIB est faible. Il reflète donc autant le niveau du PIB que celui des dépenses sociales. Par ailleurs, il ne tient pas compte de la taille de la population concernée, ce qui n'a guère de sens.

Une mesure alternative, proposée par Eurostat, est le niveau de dépenses de protection sociale par habitant. En France, les dépenses sociales par habitant s'élevaient en 2015 à 11 180 euros, ce qui nous place au cinquième rang au sein de l'Europe des Douze [Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni et Portugal] et à un niveau proche de l'Allemagne (10 839 euros).

Pure fiction

Sont-elles inefficaces, comme l'affirme le premier ministre ? Les dépenses sociales (hors pensions) permettent de réduire la pauvreté de dix points en France, ce qui nous place au sixième rang de l'Europe des Douze. L'Allemagne, notamment, fait moins bien, avec une baisse de 8,8 points. Une comparaison des inégalités de revenus, mesurées par l'indice de Gini, donne un résultat similaire.

L'AMPLEUR ET L'EFFICACITÉ DE NOTRE SYSTÈME DE PROTECTION SOCIALE SONT DANS LA MOYENNE DES PAYS COMPARABLES AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE

En somme, l'ampleur et l'efficacité de notre système de protection sociale sont dans la moyenne des pays comparables au sein de l'Union européenne. Ce qui, bien sûr, ne veut pas dire qu'il ne peut pas être amélioré. Cela tombe bien, le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, a des idées sur la question. Dans une tribune publiée dans *Le Parisien* le 26 mai, il écrit que « *la meilleure des politiques sociales, c'est de permettre à chacun (...) de trouver un emploi* ». Malheureusement, ce lien entre l'emploi et la lutte contre la pauvreté et les inégalités est une pure fiction : non seulement il n'a jamais été démontré, mais les contre-exemples sont nombreux.

Ainsi, entre 1970 et la fin des années 1990, le taux de chômage en France n'a cessé de croître, passant de moins de 3 % à presque 10 %, tandis que le taux de pauvreté baissait de 18 % à 13,5 %. Inversement, entre 2010 et 2016, le taux de chômage en Allemagne a baissé de 7 % à 4,1 %, tandis que le taux de pauvreté augmentait de 15,6 % à 16,5 %.

Augmentation des inégalités

Les cas des Etats-Unis et du Royaume-Uni sont à cet égard éclairants. L'analyse des effets

respectifs des revenus du travail et du système de prestations sociales sur les inégalités entre 1980 et 2015 (« Income inequality and the labour market in Britain and the US », Richard Blundell, Robert Joyce, Agnes Norris Keiller et James P. Ziliak, *Journal of Public Economics*, 2018, [lien vers PDF en anglais](#)

(<https://reader.elsevier.com/reader/sd/F5899304F347822EA5D82B1C08A57BC8731092FA3966190B35CE1BAC468C870ECF55541F660AEAE686761D983A7365BD>)

) montre que ces deux pays ont connu une augmentation des inégalités des revenus du travail et une détérioration de l'emploi. Pourtant, les inégalités des revenus disponibles ont été relativement contenues en Grande-Bretagne, tandis qu'elles ont explosé aux Etats-Unis.

BENJAMIN
GRIVEAUX
PRÉTEND SE
BATTRE POUR «
L'HOMME PAUVRE
». IL POURRAIT
LUI DEMANDER
SON AVIS

Les auteurs montrent que cette différence s'explique surtout par l'ampleur des dépenses sociales mises en place par les gouvernements travaillistes britanniques, entre 1997 et 2010, en faveur des salariés les moins bien payés et des personnes sans emploi.

C'est exactement le choix auquel nous faisons face : il ne fait aucun doute que réduire les dépenses sociales entraînerait une hausse des inégalités et de la pauvreté en France. Benjamin Griveaux prétend, pour reprendre ses propres mots, se battre pour « *l'homme pauvre* ». Il pourrait lui demander son avis.